

TREATY SERIES. No. 13.

1894.

CONVENTION

RESPECTING THE

LIQUOR TRAFFIC IN THE NORTH SEA.

Signed at the Hague, November 16, 1887.

*Presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty.
May 1894.*

L O N D O N :
PRINTED FOR HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE
BY HARRISON AND SONS, ST. MARTIN'S LANE,
PRINTERS IN ORDINARY TO HER MAJESTY.

And to be purchased, either directly or through any Bookseller, from
EYRE & SPOTTISWOODE, East Harding Street, Fleet Street, E.C., and
32, Abingdon Street, Westminster, S.W.; or
JOHN MENZIES & Co., 12, Hanover Street, Edinburgh, and
90, West Nile Street, Glasgow; or
HODGES, FIGGIS, & Co., Limited, 104, Grafton Street, Dublin.

CONVENTION RESPECTING THE LIQUOR TRAFFIC IN THE NORTH SEA.

Signed at the Hague, November 16, 1887.

SA Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire d'Allemagne, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi de Danemark, le Président de la République Française, et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, ayant reconnu la nécessité de remédier aux abus qu'engendre le trafic des spiritueux parmi les pêcheurs dans la Mer du Nord en dehors des eaux territoriales, ont résolu de conclure à cet effet une Convention, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Honorable Sir William Stuart, Commandeur de son Ordre Très Distingué de St.-Michel et de St.-Georges, et Compagnon de son Très Honorable Ordre du Bain, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La Haye ;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, M. le Baron Jean Antoine de Saurma-Feltsch, Chevalier de deuxième classe de ses Ordres de l'Aigle Rouge et la Couronne, &c., son Conseiller Intime de Légation et Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La Haye ;

Sa Majesté le Roi des Belges, M. le Baron Auguste d'Anethan, Grand Officier de son Ordre de Léopold, Chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais, Grand-Croix de l'Ordre de la Couronne de Chêne de Luxembourg, &c., son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La Haye, et M. Léopold Orban, Commandeur de son Ordre de Léopold, Commandeur de l'Ordre du Lion Néerlandais, &c., son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Directeur-Général des Affaires Politiques au Ministère des Affaires Étrangères à Bruxelles ;

Sa Majesté le Roi de Danemark, M. Corneille Marius Viruly, Chevalier de son Ordre du Danebrog, Consul de Danemark ;

Le Président de la République Française, M. Louis Désiré Legrand, Officier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur, Grand-Croix de l'Ordre du Lion Néerlandais, &c., Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française à La Haye ;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le Jonkheer Abraham Pierre

Corneille van Karnebeck, Chevalier de son Ordre du Lion Néerlandais, &c., son Ministre des Affaires Étrangères ; et M. Édouard Nicolas Rahusen, Chevalier de son Ordre du Lion Néerlandais, &c., Président du Collège des Pêches Maritimes ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants :—

ARTICLE I.

Les dispositions de la présente Convention s'appliquent dans la Mer du Nord, en dehors des eaux territoriales, et dans les limites fixées par l'Article IV de la Convention de La Haye du 6 Mai, 1882, sur la Police de la Pêche, à toute personne se trouvant à bord d'un navire ou bâtiment d'une des Hautes Parties Contractantes.

ARTICLE II.

Il est interdit de vendre des boissons spiritueuses aux personnes qui se trouvent à bord de bateaux de pêche ou qui appartiennent à ces bateaux.

Il est interdit à ces personnes d'en acheter.

L'échange de boissons spiritueuses contre tout objet et notamment contre des produits de la pêche, des objets d'armement ou des engins de pêche, est défendu.

Est considérée comme boisson spiritueuse toute liquide provenant de la distillation, et contenant plus de 5 litres d'alcool par hectolitre.

ARTICLE III.

Le droit de faire le débit aux pêcheurs d'approvisionnements et d'autres objets servant à leur usage, à l'exception des boissons spiritueuses, est subordonné à un permis accordé par l'État auquel appartient le navire. Ce permis doit comprendre entre autres les conditions suivantes :—

1. Le navire ne peut avoir à bord une quantité de spiritueux supérieure à celle jugée nécessaire pour la consommation de son équipage ;

2. Tout échange des objets indiqués ci-dessus contre des produits de la pêche, objets d'armement ou engins de pêche, est interdit.

Les navires munis de ce permis devront porter la marque spéciale et uniforme dont les Hautes Puissances Contractantes conviendront.

ARTICLE IV.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à prendre, ou à proposer à leurs Législatures respectives, les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention, et notamment pour faire punir, soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines, ceux qui contreviendraient aux Articles II et III.

ARTICLE V.

Les Tribunaux compétents pour connaître des infractions aux Articles II et III sont ceux du pays auquel appartient le bâtiment inculpé. Si des navires de nationalité différente sont impliqués dans une même infraction, les Puissances auxquelles appartiennent ces navires communiqueront réciproquement les Jugements rendus par les Tribunaux.

ARTICLE VI.

La poursuite des infractions a lieu par l'État ou en son nom.

Les infractions peuvent être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le Tribunal saisi.

ARTICLE VII.

La surveillance est exercée par les bâtiments croiseurs des Hautes Parties Contractantes chargés de la police de la pêche.

Lorsque les officiers commandant ces croiseurs ont lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente Convention a été commise, ils peuvent exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité de son bâtiment, et, le cas échéant, celle du permis. Mention sommaire de cette exhibition est faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux peuvent être dressés par les dits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé. Ces procès-verbaux sont dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier ; ils peuvent servir de moyen de preuve dans le pays où ils sont invoqués et suivant la législation de ce pays. Les inculpés et les témoins ont le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croient utiles ; ces déclarations doivent être dûment signées.

La résistance aux prescriptions des Commandants des bâtiments croiseurs, ou de ceux qui agissent d'après leurs ordres, est, sans tenir compte de la nationalité des croiseurs, considérée comme résistance envers l'autorité nationale.

Si le cas lui semble assez grave pour justifier cette mesure, le Commandant du croiseur aura le droit de conduire le bâtiment en contravention dans un port de la nation à laquelle appartient ce bâtiment.

ARTICLE VIII.

La procédure en matière d'infraction aux dispositions de la présente Convention a toujours lieu aussi sommairement que les Lois et les Règlements le permettent.

ARTICLE IX.

Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront, lors de l'échange des ratifications, les Lois qui auront été rendues dans leurs états, relativement à l'objet de la présente Convention.

ARTICLE X.

Les États qui n'ont pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer, sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement des Pays-Bas, et par celui-ci aux autres Gouvernements Signataires.

ARTICLE XI.

La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont les Hautes Parties Contractantes conviendront.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à dater de ce jour, et, dans le cas où aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de la dite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

Si la Convention de La Haye du 6 Mai, 1882, sur la Police de la Pêche cessait d'être en vigueur, l'Article XXVI de la dite Convention continuera à sortir ses effets pour l'objet du présent arrangement.

ARTICLE XII.

La présente Convention sera ratifiée ; les ratifications en seront échangées à La Haye, le plus tôt possible, et, si faire se peut, dans le délai d'un an.

En foi de quoi les Plenipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à La Haye, en six exemplaires, le 16 Novembre, 1887.

(L.S.)	W. STUART.
(L.S.)	Baron SAURMA.
(L.S.)	Baron A. D'ANETHAN.
(L.S.)	LÉOPOLD ORBAN.
(L.S.)	C. M. VIRULY.
(L.S.)	LOUIS LEGRAND.
(L.S.)	v. KARNEBEEK.
(L.S.)	E. N. RAHUSEN.

(Translation.)

HER Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, His Majesty the German Emperor, King of Prussia, in the name of the German Empire, His Majesty the King of the Belgians, His Majesty the King of Denmark, the President of the French Republic, and His Majesty the King of the Netherlands, having recognized the necessity of remedying the abuses

arising from the traffic in spirituous liquors amongst the fishermen in the North Sea outside territorial waters, have resolved to conclude a Convention for this purpose, and have named as their Plenipotentiaries, that is to say :

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Honourable Sir William Stuart, Knight Commander of Her Most Distinguished Order of St. Michael and St. George, and Companion of Her Most Honourable Order of the Bath, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Hague ;

His Majesty the German Emperor, King of Prussia, Baron Jean Antoine de Saurma-Feltsch, Chevalier of the second class of his Orders of the Red Eagle and of the Crown, &c., Privy Councillor of Legation, and Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Hague ;

His Majesty the King of the Belgians, Baron Auguste d'Anethan, Grand Officer of his Order of Léopold, Chevalier of the Order of the Netherlands Lion, Grand Cross of the Order of the Oaken Crown of Luxembourg, &c., his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Hague, and M. Léopold Orban, Commander of His Order of Léopold, Commander of the Order of the Netherlands Lion, &c., his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Director-General of Political Affairs at the Ministry for Foreign Affairs at Brussels ;

His Majesty the King of Denmark, M. Corneille Marius Viruly, Chevalier of his order of Danebrog, Consul for Denmark ;

The President of the French Republic, M. Louis Désiré Legrand, Officer of the National Order of the Legion of Honour, Grand Cross of the Order of the Netherlands Lion, &c., Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the French Republic at the Hague ;

His Majesty the King of the Netherlands, the Jonkheer Abraham Pierre Corneille van Karnebeek, Chevalier of his Order of the Netherlands Lion, &c., his Minister for Foreign Affairs, and M. Édouard Nicolas Rahusen, Chevalier of his Order of the Netherlands Lion, &c., President of the College of Marine Fisheries :

Who, after having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :—

ARTICLE I.

The provisions of the present Convention shall apply in the North Sea, outside territorial waters, and within the limits fixed by Article IV of the Convention of the Hague of the 6th May, 1882, respecting the police of the fisheries to every person on board a ship or boat of any one of the High Contracting Parties.

ARTICLE II.

The sale of spirituous liquors to persons on board or belonging to fishing-boats is forbidden.

The purchase of those liquors by such persons is forbidden.

The exchange of spirituous liquors for any article, and especially for products of the fisheries, gear or equipments of fishing-boats, or fishing implements, is forbidden.

Every liquid obtained by distillation, and containing more than 5 litres of alcohol per hectolitre, shall be considered a spirituous liquor.

ARTICLE III.

The liberty to deal with fishermen in provisions and other articles for their use (spirituous liquors excepted) shall be subject to a licence to be granted by the Government of the country to which the vessel belongs. This licence must specify the following amongst other conditions :—

1. The vessel may not have on board a quantity of spirits greater than what is deemed requisite for the consumption of her crew.

2. All exchange of the articles above indicated for products of the fisheries, gear or equipments of fishing-boats, or fishing implements is forbidden.

Vessels provided with this licence must carry a special and uniform mark to be agreed upon by the High Contracting Powers.

ARTICLE IV.

The High Contracting Parties engage to take, or to propose to their respective Legislatures, the necessary measures for insuring the execution of the present Convention, and especially for punishing, by either fine or imprisonment, or by both, those who may contravene Articles II and III.

ARTICLE V.

The Tribunals competent to take cognizance of infractions of Articles II and III are those of the country to which the accused vessel belongs. If vessels of different nationalities should be implicated in the same infraction, the Powers to which such vessels belong will mutually communicate to each other the Judgments given by the Tribunals.

ARTICLE VI.

Prosecutions for infractions shall be instituted by the State, or in its name.

Infractions may be verified by all means of proof allowed by the legislation of the country of the Court concerned.

ARTICLE VII.

The superintendence shall be exercised by the cruizers of the High Contracting Parties which are charged with the police of the fisheries.

When the officers commanding these cruizers have reason to believe that an infraction of the measures provided for in the present Convention has been committed, they may require the captain or master to exhibit the official documents establishing the nationality of his vessel, and, where the case occurs, the licence. The fact of such documents having been exhibited shall then be indorsed upon them immediately.

Further, formal statements of the facts may be drawn up by the said officers, whatever may be the nationality of the accused vessel. These formal statements shall be drawn up according to the forms and in the language used in the country to which the officer belongs; they may be used as means of proof in the country where they are adduced, and conformably with the laws of that country. The accused and the witnesses shall be entitled to add or to have added thereto, in their own language, any explanations which they may think useful. These declarations must be duly signed.

Resistance to the directions of Commanders of cruizers, or of those who act under their orders, shall, without taking into account the nationality of the cruizers, be considered as resistance to national authority.

The Commander of the cruizer may, if the case appears to him sufficiently serious to justify the step, take the offending boat into a port of the nation to which she belongs.

ARTICLE VIII.

The proceedings in respect of infractions of the provisions of the present Convention shall always take place as summarily as the Laws and Regulations will permit.

ARTICLE IX.

The High Contracting Parties will communicate to each other, at the time of the exchange of ratifications, the Laws which shall have been made in their respective countries in relation to the object of the present Convention.

ARTICLE X.

States which have not signed the present Convention may adhere to it on making a request to that effect. This adhesion shall be notified through the diplomatic channel to the Government of the Netherlands, and by the latter to the other Signatory Powers.

ARTICLE XI.

The present Convention shall be brought into operation from and after a day to be agreed upon by the High Contracting Parties.

It shall remain in force for five years from that day, and, unless any of the High Contracting Parties shall, twelve months before the expiration of the said period of five years, have given notice of its intention to terminate its operation, it shall remain in force for one year longer, and so on from year to year.

If the Convention of the Hague of the 6th May, 1882, respecting the police of the fisheries, should cease to be in force, Article XXVI of the same Convention shall continue to operate as regards the object of the present arrangement.

ARTICLE XII.

The present Convention shall be ratified ; the ratifications shall be exchanged at the Hague as soon as possible, and, if practicable, within a year.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention, and have thereto affixed their seals.

Done at the Hague, in six copies, the 16th November, 1887.

(L.S.)	W. STUART.
(L.S.)	Baron SAURMA.
(L.S.)	Baron A. D'ANETHAN
(L.S.)	LEOPOLD ORBAN.
(L.S.)	C. M. VIRULY.
(L.S.)	LOUIS LEGRAND.
(L.S.)	v. KARNEBEEK.
(L.S.)	E. N. RAHUSEN.

Protocole.

Considérant qu'il résulte des communications reçues par le Gouvernement des Pays-Bas que le Gouvernement de la République Française n'est pas à même pour le moment de procéder à la ratification de la Convention, signée à La Haye, le 16 Novembre, 1887, pour remédier aux abus qu'engendre le trafic des spiritueux parmi les pêcheurs dans la Mer du Nord en dehors des eaux territoriales, les soussignés, Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, d'Allemagne, de Belgique, de Danemark et Ministre des Affaires Étrangères du Royaume des Pays-Bas, réunis en Conférence au Ministère des Affaires Étrangères à La Haye aujourd'hui, le 14 Février, 1893, et dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :—

1. La Convention susdite sera mise en vigueur par les autres Gouvernements signataires, savoir : la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, et les Pays-Bas, six semaines après qu'ils en auront échangé les ratifications.

2. La faculté d'adhérer stipulée à l'Article X de la dite Convention pour les États non-signataires est étendue à la France.

3. Par dérogation à l'Article XI de la Convention les délais de cinq années et de douze mois sont respectivement réduits à une année et à trois mois.

4. Le présent Protocole, qui sera ratifié en même temps que la Convention à laquelle il se réfère, a été expédié en cinq exemplaires.

(Signé) HORACE RUMBOLD.
 K. DE RANTZAU.
 Baron d'ANETHAN.
 C. M. VIRULY.
 VAN TIENHOVEN.

(Translation.)

Whereas it results from the communications which have been received by the Netherland Government that the French Republic is unable for the moment to proceed to the ratification of the Convention which was signed at the Hague on the 16th November, 1887, in order to remedy the abuse arising from the traffic in spirits among the fishermen in the North Sea outside territorial waters, the undersigned Plenipotentiaries of Great Britain, Germany, Belgium, and Denmark, and the Netherland Minister for Foreign Affairs, assembled in Conference at the Ministry for Foreign Affairs at the Hague on the 14th February, 1893, and duly authorized to that effect, have agreed as follows:—

1. The above-cited Convention shall be put in force by the other Signatory Governments, that is to say, Great Britain, Germany, Belgium, Denmark, and the Netherlands six weeks after the exchange of ratifications.

2. The faculty of accession stipulated by Article X of the said Convention for the non-Signatory States is extended to France.

3. In modification of Article XI of the Convention, the delays of five years and of twelve months are reduced to one year and to three months respectively.

4. The present Protocol, which shall be ratified at the same time as the Convention to which it refers, has been made in five-fold copy.

(Signed) HORACE RUMBOLD.
 K. DE RANTZAU.
 Baron d'ANETHAN.
 C. M. VIRULY.
 VAN TIENHOVEN.

Procès-Verbal.

Les Soussignés, Plénipotentiaires d'Allemagne, de Belgique, de Danemark, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, États qui ont ratifié la Convention et le Protocole mentionnés ci-dessous, se sont réunis ce jourd'hui au Département des Affaires Étrangères à La Haye :

1. Pour procéder au dépôt des actes de ratification de la Convention, conclue à La Haye le 16 Novembre, 1887, pour remédier aux abus qu'engendre le trafic des spiritueux parmi les pêcheurs dans la Mer du Nord en dehors des eaux territoriales, ainsi que du Protocole signé à La Haye le 14 Février, 1893, se rapportant à la dite Convention ;

2. Pour arrêter, en exécution du dernier alinéa de l'Article III de la Convention susmentionnée, la marque spéciale et uniforme que devront porter les navires, munis du permis leur accordant le droit de faire le débit aux pêcheurs d'approvisionnements et d'autres objets servant à leur usage, à l'exception des boissons spiritueuses ;

3. Et enfin pour procéder, conformément à l'Article IX de la Convention précitée, à l'échange réciproque d'un exemplaire des lois qui ont été rendues dans les États susmentionnés relativement à l'objet de cette Convention.

Les actes de ratification des dits cinq États, après avoir été produits et trouvés exacts et concordants, ont été remis au Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas pour être déposés dans les archives de l'État Néerlandais.

Ensuite les Soussignés sont convenus que la marque spéciale et uniforme du permis dont il s'agit à l'Article III de la Convention, consistera en un pavillon qui devra toujours être arboré au haut du mât principal du navire. Ce pavillon sera blanc avec la lettre S moulée en noir au milieu ; la dimension du dit pavillon est de 2 mètres en carré et celle de la lettre S d'un mètre de hauteur sur 2 décimètres de trait.

Enfin il a été procédé à l'échange d'un exemplaire des lois susmentionnées.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent procès-verbal et y ont apposé leurs cachets.

Fait à La Haye le 11 Avril, 1894, en un seul exemplaire dont une copie, certifiée conforme, sera transmise à chacun des États Signataires.

(L.S.)	V. REICHENAU.
(L.S.)	Baron d'ANETHAN.
(L.S.)	C. M. VIRULY.
(L.S.)	HORACE RUMBOLD.
(L.S.)	J. C. JANSEN.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire-Général du Département
des Affaires Étrangères,
(Signé) E. ZILCKEN.

La Haye, le 11 Avril, 1894.

(Translation.)

The Undersigned, Plenipotentiaries of Germany, Belgium, Denmark, Great Britain, and the Netherlands, the States which have ratified the Convention and the Protocol mentioned below, have assembled to day at the French Ministry for Foreign Affairs:

1. For the purpose of proceeding to deposit the ratifications of the Convention which was concluded at the Hague on the 16th day of November, 1887, in order to remedy the abuse arising from the traffic in spirits among the fishermen in the North Sea outside territorial waters, as well as of the Protocol which was signed at the Hague on the 14th February, 1893, relating to the said Convention;

2. For determining, in execution of the last paragraph of Article III of the above-mentioned Convention, the distinctive and uniform mark to be carried by the ships which are provided with a licence giving them the right to deal with the fishermen in provisions and other articles for their use, with the exception of spirituous liquors;

3. And finally, for the purpose of proceeding, in conformity with Article IX of the above-cited Convention, to the reciprocal exchange of copies of the Laws which have been made in the above-mentioned States relative to the object of this Convention.

The ratifications of the said five States, after having been produced and found to be in good and due form, have been delivered to the Minister for Foreign Affairs of the Queen of the Netherlands, in order that they may be placed in the archives of the Netherland Government.

Next, the Undersigned have agreed that the distinctive and uniform mark of the licence provided for by Article III of the Convention shall consist of a flag, which must always be hoisted at the top of the main-mast of the ship. This flag shall be white, with the letter S printed in black in the centre; the dimensions of the said flag are 2 metres square, and those of the letter S 1 metre in height, and 2 decimetres in thickness.

Lastly, the exchange of copies of the above-mentioned Laws has taken place.

In witness whereof the Plenipotentiaries have signed the present procès-verbal, and have thereto affixed their seals.

Done at the Hague, the 11th April, 1894, in a single transcript, certified copies of which shall be transmitted to each of the Signatory States.

(L.S.)	V. REICHENAU.
(L.S.)	Baron d'ANETHAN.
(L.S.)	C. M. VIRULY.
(L.S.)	HORACE RUMBOLD.
(L.S.)	J. C. JANSEN.

Certified correct:

(Signed) E. ZILCKEN,
*The Secretary-General of the Netherland
 Foreign Office.*

The Hague, April 11, 1894.
